

Tanzanie : les dirigeants de l'opposition arrêtés après les élections

@rib News, 03/11/2020 Source AFP Trois jours après la victoire écrasante du parti au pouvoir aux élections générales en Tanzanie, la police a brutalement arrêté lundi le candidat du parti Chadema à la présidentielle, ainsi que ses autres responsables de la principale formation de l'opposition, qui avaient appelé à manifester.

Tundu Lissu, candidat du Chadema à la présidentielle, arrivé en deuxième position, a finalement été libéré après six heures d'interrogatoire, a annoncé son parti dans la soirée, mais ses autres responsables, dont son président, Freeman Mbowe, étaient toujours détenus. Le Chadema et ACT-Wazalendo, un autre parti d'opposition, ont rejeté les résultats des scrutins du 28 octobre, au cours desquels le président sortant John Magufuli a été réélu avec 84,39% des voix et son parti, le CCM, a raflé la quasi-totalité des 264 sièges en jeu aux législatives. Samedi, Tundu Lissu et Freeman Mbowe avaient appelé leurs partisans à descendre dans la rue à compter de lundi pour réclamer de nouvelles élections, dénonçant un vote entaché de fraudes massives. « Nous avons arrêté (Tundu Lissu) à Dar es Salaam, alors qu'il sortait des bureaux de l'Union européenne », avait indiqué lundi en début de soirée à l'AFP le chef de la police capitale économique, Lazaro Mambosasa. Le responsable de la police a indiqué que cette arrestation était « en lien avec les manifestations interdites ». Jeffrey Smith, de l'ONG pro-démocratie Vanguard Africa avec laquelle Tundu Lissu était en lien pendant cette campagne, a indiqué à l'AFP que ce dernier aurait cherché refuge, sans succès, auprès de plusieurs représentations diplomatiques à Dar es Salaam avant d'être arrêté. « Une fraude d'ampleur sans précédent dans la journée », M. Mambosasa avait annoncé à la télévision publique TBC1 l'arrestation de Freeman Mbowe et de six hauts responsables du Chadema. « En plus de ces manifestations que nous avons interdites, ils voulaient inciter à saccager des infrastructures, brûler des stations-service, des marchés et des véhicules de transport en commun », a-t-il ajouté. « Toute personne impliquée dans la préparation de manifestations illégales sera arrêtée et traduite en justice », averti le responsable de la police. Ces arrestations, coupées d'une forte présence policière, semblent avoir dissuadé les potentiels manifestants et aucun rassemblement n'a été signalé lundi. L'ambassade américaine a qualifié lundi sur Twitter « d'extrêmement inquiétantes » les informations sur les arrestations de dirigeants d'opposition et appelé les autorités tanzaniennes à « assurer leur sécurité » et à « cesser les arrestations ». Tundu Lissu, qui a recueilli 13,03% des voix, avait dénoncé avant même la publication des résultats « une fraude d'ampleur sans précédent dans l'histoire » du pays. Revenu en Tanzanie après trois ans de soins et de convalescence à l'étranger, il a tenté une tentative d'assassinat politique selon lui au cours de laquelle il a été touché de 16 balles, notamment d'un des bourrages d'urnes et le refus de laisser les observateurs de son parti accéder aux bureaux de vote. « Une porte fermée », a-t-il déclaré. La loi en Tanzanie ne permettant pas, à la porte de la contestation des résultats présidentielle devant un tribunal nous est fermée et c'est pourquoi nous avons décidé de nous adresser au peuple », avait-il expliqué samedi pour justifier l'appel à manifester. Le premier mandat de M. Magufuli a été caractérisé par le recul des libertés fondamentales et une multiplication des attaques contre l'opposition, selon les organisations de défense des droits de l'homme. Dans l'archipel semi-autonome de Zanzibar qui, outre le scrutin national votait mercredi pour son propre président et députés, le candidat de l'opposition à la présidentielle locale, Seif Sharif Hamad, a été arrêté deux fois la semaine des élections et les tentatives de manifestations ont été brutalement réprimées. Hamad a été arrêté par le candidat du CCM, Hussein Mwinyi, élu avec plus de 76% des voix. Si les autorités « pensent que la majorité des gens soutiennent les vainqueurs, pourquoi utilisent-elles la police pour supprimer et menacer des gens qui prévoient des manifestations pacifiques ? », s'est interrogé Ahmed Issa, un habitant du quartier de Buguruni, à Dar es Salaam. « Nous sommes profondément inquiets des informations faisant état d'irrégularités électorales, d'arrestations politiques motivées et de violences au cours des élections tanzaniennes », a écrit lundi sur Twitter le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo. Le ministre britannique en charge de l'Afrique, James Duddridge, a déclaré lundi dans un communiqué que son pays était « profondément troublé par les signalements de violences et d'intense contrôle policier pendant les élections, notamment l'arrestation de leaders de l'opposition ».